POLITIQUES D'ELEVAGE 01

Photo: Farm Sanctuary

Faire face à la "Révolution de l'élevage"

– l'importance des politiques d'élevage

L'augmentation rapide de la production du secteur de l'élevage peut permettre d'atteindre des résultats durables dans de nombreux domaines, mais elle peut également faire peser de graves menaces sur la durabilité et les progrès réalisés.

Elle peut contribuer à faire reculer la pauvreté

... ou réduire les opportunités de croissance des producteurs pauvres et compromettre leurs moyens d'existence.

Elle peut améliorer le recyclage des éléments nutritifs et la fertilité des sols
... ou dégrader les terres, polluer les eaux et accélérer le réchauffement de la planète.

Elle peut avoir des effets positifs sur la nutrition et sur la santé
... ou faire augmenter le risque d'épidémies tant pour les hommes que pour les animaux.

Il est donc indispensable que les gouvernements prennent des mesures politiques efficaces pour faire en sorte que l'élevage contribue aux grands objectifs de développement et pour limiter les incidences négatives de sa croissance sur la justice sociale, l'environnement et la santé publique.

Sous-Division de l'information,
De l'analyse sectorielle et des politiques en matière d'élevage
Division de la production et de la santé animales

Que ce soit de manière directe ou indirecte, l'élevage a des conséquences importantes sur tous les habitants, l'environnement et le climat de la planète. Les hommes ont besoin de viande, d'œufs et de produits laitiers pour se nourrir, de laine pour se vêtir, de la force des animaux de trait pour labourer leurs champs et de fumier pour les fertiliser. L'élevage représente plus de la moitié de la valeur totale de la production agricole; il est également une source d'emploi et de revenu pour des centaines de millions de personnes.

Depuis des milliers d'années, dans les vastes régions de pâturage, les animaux d'élevage façonnent les cultures humaines et le milieu physique. De la même manière, les paysans qui élèvent des animaux et cultivent la terre modulent les contours des écosystèmes et des communautés agraires. Lorsque l'élevage contribue à hauteur de 1 trillion de dollars E.U. ou plus à l'économie mondiale, ou qu'il est responsable de l'émission de plus de la moitié des gaz à effet de serre, même le citadin végétarien le plus convaincu ne peut en ignorer les conséquences économiques et environnementales.

Historiquement, l'élevage a toujours eu un impact économique, social et écologique considérable. Depuis quelques années, ce secteur se transforme et croît à une vitesse spectaculaire. Les politiques adoptées pour surveiller, réguler et atténuer les effets de cette croissance n'ont pu soutenir le rythme. Nombre de politiques existantes sont dépassées, au mieux inefficaces, voire souvent contre-productives. Il est urgent de prendre de nouvelles mesures et orientations pour faire face à la croissance et aux changements rapides de la production du secteur de l'élevage.

La "révolution du secteur de l'élevage"

Depuis le dernier quart de siècle, la production animale et la consommation de viande et de produits laitiers ont augmenté de manière spectaculaire, notamment dans certaines régions des pays en développement. Entre 1980 et 2004, la production de viande dans les pays en développement a triplé et la consommation par habitant a doublé. Si les consommateurs des pays développés mangent encore de trois à quatre fois plus de viande par personne, les pays en développement peuvent revendiquer plus de 80 pour cent de la hausse de la production animale depuis les 25 dernières années; ils produisent et consomment à l'heure actuelle plus de la moitié de la viande produite sur le marché mondial (*graphes 1 et 2*).

Le terme "révolution du secteur de l'élevage" est utilisé pour décrire la hausse, récente et anticipée, de la production animale. Et à juste titre. De même que la "révolution verte" a permis d'augmenter rapidement les rendements céréaliers et a bouleversé les systèmes agricoles, la croissance explosive du secteur de l'élevage, stimulée par la demande de produits alimentaires d'origine animale, a transformé non seulement les pratiques agricoles et les méthodes de distribution, mais aussi le paysage économique, social et physique.

La viande et les produits laitiers sont aujourd'hui plus répandus et à des prix plus abordables que dans le passé. Bien que de nombreux éleveurs aient prospéré, les bienfaits de la révolution du secteur de l'élevage n'ont pas été équitablement répartis entre ou au sein des régions et des pays en développement. Et le prix à payer en terme de justice sociale, de durabilité d'environnement et de santé publique a souvent été élevé.

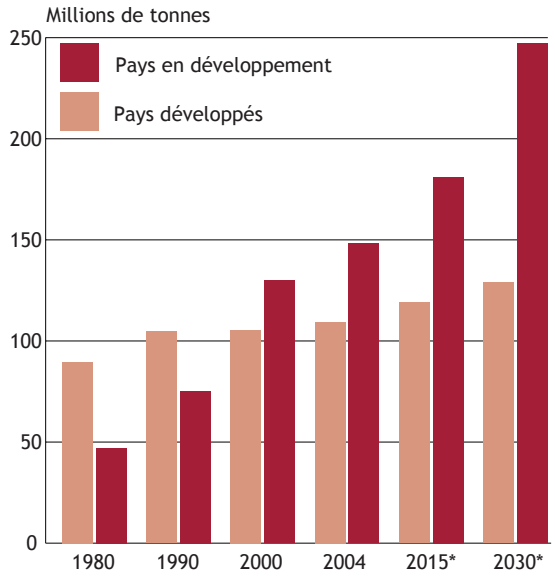
L'expansion rapide de la production animale dans les pays en développement concerne surtout quelques grands pays. La Chine et le Brésil, à eux seuls, ont augmenté leur production de 59 millions de tonnes entre 1967/69 et 1997/98, ce qui représente deux tiers de l'augmentation réalisée par la totalité des pays en développement. Au cours de la même période, la production de toute l'Afrique subsaharienne n'a progressé que de 2 millions de tonnes.

Dans les pays et les régions qui ont été en première ligne, les agriculteurs traditionnels et l'environnement ont souvent payé un lourd tribut. De grands élevages industriels ont remplacé les petites exploitations agro-pastorales. L'élevage a également migré de la campagne aux zones périurbaines où les exploitations industrielles s'approvisionnent en concentrés alimentaires et accèdent aux marchés urbains.

Les animaux monogastriques, notamment les porcs et les volailles, qui assimilent mieux les concentrés alimentaires et s'habituent plus facilement à l'élevage industriel que les bovins et les autres ruminants majoritaires dans les systèmes agro-pastoraux sont souvent à l'origine de la plus grande partie de l'augmentation de la production et de la consommation (*graphe 3*). L'élévation de la demande de monogastriques et le fléchissement à long terme des prix céréaliers ont stimulé une augmentation rapide du volume et de la part des céréales utilisées pour alimenter les animaux plutôt que les hommes (*graphe 4*).

Ces tendances devraient se poursuivre. L'accroissement de la population, l'augmentation des revenus et l'urbanisation dans les pays en développement maintiendront l'augmentation de la

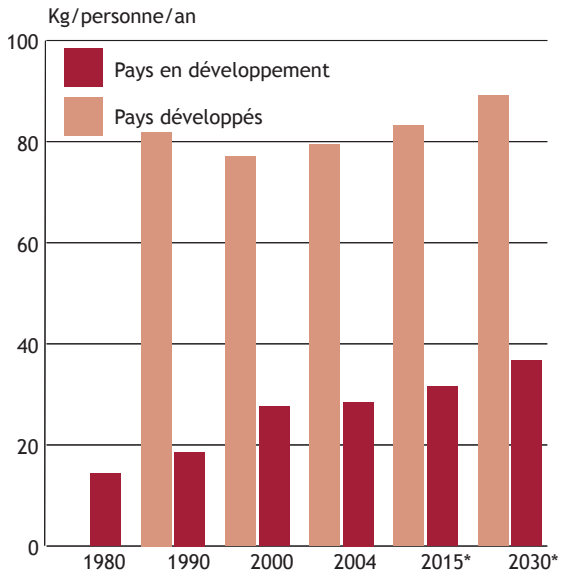
1 - Production de viande, 1980-2030



* projection

Source: FAO

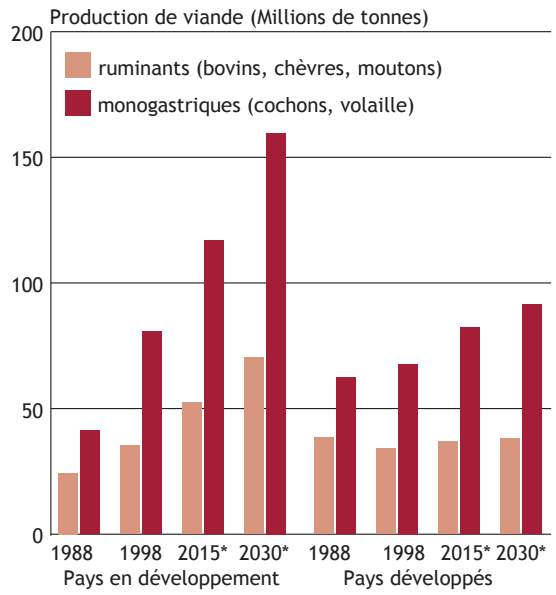
2 - Consommation de viande, 1980-2030



* projection

Source: FAO

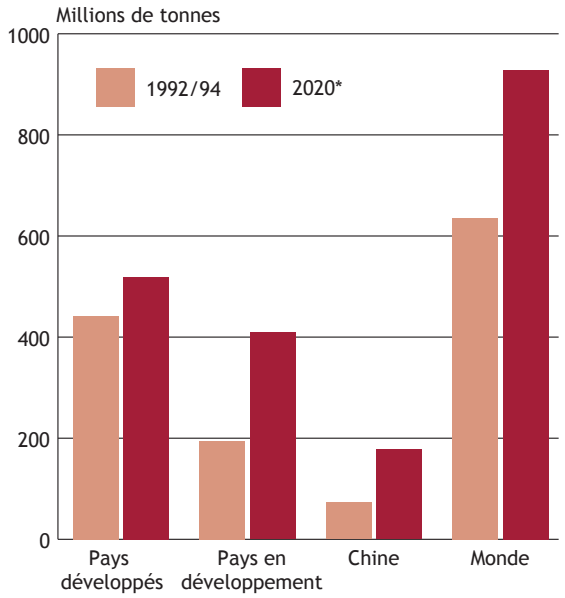
3 - Comparaison production de monogastriques / production de ruminants



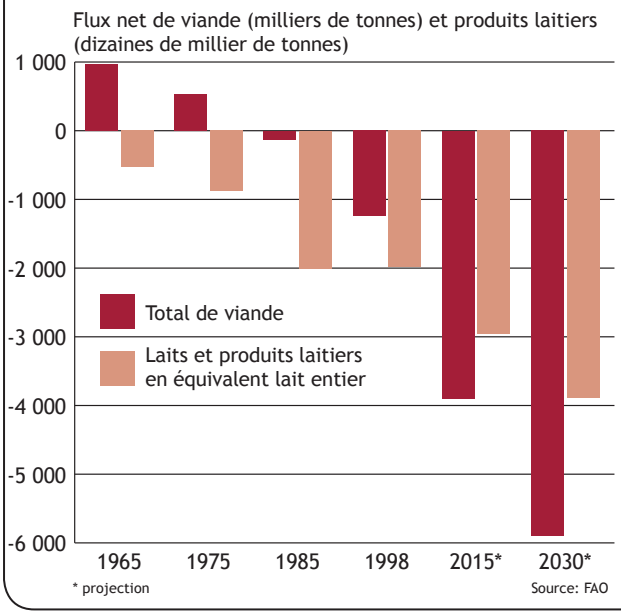
demande en viande et en produits laitiers. Entre 1995 et 2020, 85 pour cent de la hausse anticipée de la demande des produits alimentaires d'origine animale devrait avoir lieu dans les pays en développement. La production animale progressera aussi dans les pays en développement mais pas assez rapidement pour répondre à l'augmentation de la demande. Depuis longtemps, les pays en développement sont des importateurs nets de lait et de produits laitiers. D'exportateurs, ils sont également devenus importateurs nets de produits animaux dans les années 80. D'ici 2030, les importations nettes de viande et de produits laitiers devraient croître de 131 pour cent et de 96 pour cent respectivement (*graphe 5*). L'intensification du commerce international des produits alimentaires d'origine animale renforcera la nécessité de disposer de politiques, de services et d'institutions efficaces pour élaborer et maintenir des normes de qualité et d'hygiène.

Par ailleurs, dans les pays qui enregistreront une croissance économique, la concentration et l'intégration verticale du secteur de l'élevage se poursuivront. Parallèlement, la mutation des systèmes agro-pastoraux en élevages industriels "sans terre" s'accélérera. La pression exercée sur les ressources en terre et en eau s'intensifiera pour répondre aux besoins de la production animale et de cultures fourragères. Il en ira de même pour les risques de pollution découlant d'une mauvaise gestion des élevages industriels et du traitement inadéquat des déchets d'origine animale. Les fortes concentrations d'animaux dans les zones urbaines et périurbaines augmenteront les risques de propagation rapide des maladies aussi bien chez les animaux que chez les hommes.

4 - Céréales utilisées pour l'alimentation du bétail 1992/94-2020



5 - Commerce extérieur de viande et de produits laitiers - pays en développement, 1965-2030



Programme d'action pour des politiques nationales

La portée et l'ampleur de ces mutations font ressortir la nécessité de mettre en œuvre des politiques nationales efficaces au niveau national pour que l'élevage contribue aux grands objectifs de développement et pour réduire les effets préjudiciables de sa croissance sur l'équité, l'environnement et la santé publique.

L'expérience confirme, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, qu'une politique de laisser-faire, qui consiste seulement à rester en retrait sans intervenir dans le jeu des forces du marché, n'est pas une solution viable à long terme. En l'absence de politiques efficaces, de nombreux coûts cachés (externalités) liés à la production animale sont en fin de compte supportés par les gouvernements et les citoyens.

Pour faire face à ces problèmes, les responsables politiques peuvent agir sur trois principaux leviers: les prix, les institutions et le progrès technologique. Les politiques de prix incombent généralement aux gouvernements nationaux. Dans le but d'établir des prix-seuils pour les producteurs et des prix de détail pour les consommateurs, ils peuvent associer divers outils - politique commerciale, taux de change, impôts et subventions, et interventions directes - et tenter ainsi d'agir pour que les prix reflètent les coûts réels et encourager le respect des réglementations et des objectifs nationaux. À l'heure actuelle, les prix des ressources (terre et eau, par exemple) sont souvent trop bas et le prix des produits alimentaires d'origine animale reflète souvent mal les dommages environnementaux et autres externalités.

Les gouvernements centraux et autorités locales ne sauraient mettre en oeuvre les politiques à eux seuls. D'autres parties prenantes, dont les associations de producteurs, les organismes de développement et les organisations non gouvernementales, sont souvent amenés à jouer un rôle important dans le renforcement des institutions et la promotion des technologies susceptibles d'améliorer la productivité, le respect des normes et l'accès au marché pour les petits producteurs.

Il est cependant difficile de formuler et de mettre en œuvre des politiques nationales efficaces car les répercussions de la révolution du secteur de l'élevage dépassent les frontières des pays et atteignent des régions sous la juridiction de plusieurs ministères gouvernementaux. Les politiques publiques doivent être formulées et coordonnées à tous les niveaux du gouvernement, depuis les organismes responsables du commerce international et des normes de sécurité alimentaire jusqu'aux conseils de zonage locaux et aux inspecteurs de la santé publique. Elles doivent également s'appuyer sur les compétences et les ressources des ministères nationaux et des bureaux locaux chargés non seulement de l'agriculture mais aussi du développement économique, du commerce international, de l'environnement, de la santé publique, de la recherche et de l'aménagement du territoire.

De plus, l'efficacité des politiques nationales est souvent

déterminée autant par le processus de formulation et d'exécution que par les instruments utilisés. Les politiques ont bien plus de chance de répondre aux conditions locales et de rallier un large consensus si toutes les parties intéressées sont invitées à participer à leur élaboration. Il s'agit donc d'impliquer les divers organismes officiels à tous les échelons mais aussi les éleveurs, petits et grands, les communautés voisines, les transformateurs et les consommateurs des produits animaux. Les éleveurs, en particulier, seront plus enclins à accepter et à respecter les politiques et les normes s'ils ont été associés à leur élaboration. Leur participation ne garantit pas qu'ils souscriront à tous les aspects des politiques qui régissent leurs activités, mais ils comprendront mieux la justification des décisions politiques, les droits et les responsabilités que confèrent les politiques ainsi que les impératifs de respect des obligations et les conséquences de toute infraction.

Afin d'analyser les options politiques, les opportunités et les dangers relatifs à la hausse de la production du secteur de l'élevage ont été regroupés en quatre domaines principaux: économique, social, écologique et sanitaire (*voir diagramme, page opposée*).

Enjeux économiques et options politiques

Les productions animales sont l'une des principales industries dans de nombreux pays. Elles représentent plus de la moitié de la valeur totale de la production mondiale et un tiers de celle des pays développés. L'intensification récente des productions animales se traduit par une bien plus forte concentration du secteur de l'élevage – un petit nombre de grands producteurs assurant une part grandissante de la production, de la transformation et de la distribution – et par une "intégration verticale" plus prononcée – de grands transformateurs et détaillants exerçant un contrôle croissant sur toute la "chaîne de produits", depuis la ferme jusqu'au rayon du supermarché. L'expansion et la transformation rapides du secteur de l'élevage peuvent offrir des avantages économiques substantiels. Mais il peut s'avérer difficile pour les responsables politiques d'encourager, de suivre et de réglementer les transactions le long de la chaîne de produits. Il est primordial de prendre des mesures garantissant la transparence, la responsabilité environnementale et la sécurité sanitaire des aliments afin de protéger les petits exploitants, les consommateurs et la santé publique.

À l'échelle nationale, la hausse de la production peut permettre aux pays en développement de réduire les importations et, dans certains cas, de devenir des exportateurs, libérant ainsi des ressources en devises étrangères qui peuvent être consacrées à d'autres priorités de développement. Sous l'effet de l'augmentation du volume des productions animales, de leur transformation et de leur distribution, le coût par unité de production tend à diminuer, ce qui entraîne des "économies d'échelle" pour les producteurs et une baisse de prix pour les consommateurs, notamment dans les zones urbaines.

Pour concrétiser des gains potentiels en terme de balance commerciale et de devises étrangères, les pays en développement dotés de secteurs d'élevage dynamiques doivent participer activement aux négociations commerciales internationales et exercer une pression sur les pays développés pour qu'ils abaissent les subventions aux producteurs et les barrières aux importations, responsables d'une distorsion des marchés pour les produits alimentaires d'origine animale. Afin de faciliter l'accès au marché international et de dissiper les craintes des consommateurs nationaux qui accordent une importance croissante à la qualité et à la sécurité sanitaire des aliments, il faut que les politiques institutionnelles mettent en place des mécanismes transparents pour définir, contrôler et faire appliquer des normes et des réglementations qui tiennent également compte des besoins propres à chaque marché.

On ne peut toutefois évaluer précisément les mesures d'incitation, les impôts et les retombées économiques nettes découlant de la croissance du secteur de l'élevage sans intégrer les coûts sociaux et environnementaux élevés qui sont souvent ignorés comme des "externalités" dont les éleveurs ne sont pas responsables. À cette fin, l'amélioration de la collecte, de l'analyse et de la recherche des données doit être l'une des priorités de l'assistance technique fournie au niveau économique afin de mieux appréhender les coûts liés à la hausse de la production du secteur de l'élevage.

Politiques d'élevage et la lutte contre la pauvreté

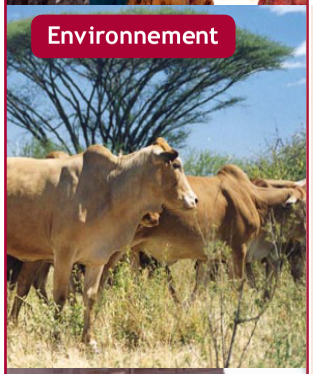
Pour une grande partie de la population la plus pauvre au monde, l'élevage traditionnel a toujours été un garant de survie et une source potentielle de croissance et prospérité. Selon les estimations, environ 675 millions de pauvres ruraux sont entièrement ou partiellement tributaires de l'élevage pour s'alimenter et obtenir un revenu monétaire (*graphe 6*). Les petits paysans ont besoin des animaux pour tirer leurs charrues et pour fertiliser leurs champs; le bétail est également une source d'aliments et une forme d'épargne qui peuvent être converties en espèces. Les animaux d'élevage sont souvent l'un de leurs rares biens de production et sources de revenus, notamment pour les femmes, qui représentent environ 70 pour cent des pauvres. De nombreux ménages ruraux sans terre n'ont comme revenu qu'un petit nombre d'animaux alimentés de l'herbe et du fourrage de pâtures et de forêts communautaires.

L'élévation de la demande de viande et de produits laitiers peut créer des opportunités de croissance pour les nombreux petits éleveurs pauvres et contribuer à lutter contre la pauvreté. Mais cela a rarement été le cas. La révolution du secteur de l'élevage s'est en général traduite par l'émergence d'un nombre relativement restreint d'exploitations à caractère industriel qui étendent leur pouvoir sur la transformation et la commercialisation de la viande et des produits laitiers. Selon la FAO, l'élevage industriel grandit deux fois plus vite que les systèmes mixtes et six fois plus vite que les systèmes pastoraux qui ont défini les économies et les modes d'existence dans la plupart des terres de parcours.

A défaut de politiques en faveur des pauvres dont l'objet est de mobiliser tous les moyens pour lutter contre la pauvreté, les petits producteurs et les communautés défavorisées tributaires de l'élevage risquent d'être exclus. Les élevages industriels bénéficient souvent d'économies d'échelle pour réduire les prix, ce qui rend la concurrence difficile pour les petits producteurs. La suppression des subventions pour les concentrés d'aliments, les engrais chimiques, les sources d'énergie non renouvelables et les autres intrants utilisés avant tout par les producteurs industriels peut modifier l'équilibre du marché. Lorsque les subventions et les autres interventions sur le marché en faveur des grands producteurs sont éliminées, on remarque que les petits agriculteurs et éleveurs offrent souvent les produits alimentaires d'origine animale à des prix compétitifs.

C'est surtout dans les domaines de la transformation, du transport et de la commercialisation des produits animaux que les grands producteurs profitent d'un avantage concurrentiel. Les petits producteurs sont souvent éloignés des marchés urbains et n'ont ni les moyens financiers, ni la possibilité d'accéder à la "chaîne de froid" réfrigérée qui est nécessaire pour transporter des produits périssables sur de longues distances. Leur production, souvent faible et fluctuante, intéresse peu les transformateurs pour qui il est plus simple et moins onéreux de négocier avec

Avantages, coûts et politiques nationales possibles face à l'augmentation rapide de la production du secteur de l'élevage

Secteur	Avantages possibles	Coûts éventuels	Options et priorités des politiques
Economie	• Diminution des importations de viande et de produits laitiers, • Plus large accès aux marchés internationaux, • Baisse et stabilisation des prix, • Création d'emplois et de revenus.	• Prélèvement des ressources publiques pour assumer le coût des externalités liées à l'élevage industriel, • Mauvaise affectation des subventions, des dégrèvements fiscaux et des capacités de recherche qui privilégieraient les producteurs industriels, • Incidences sur les devises résultant d'une dépendance accrue à l'égard des importations d'intrants tels que vaccins, antibiotiques et concentrés d'aliments pour animaux.	• Exercer une pression, par le biais de l'OMC et d'autres tribunes internationales, pour que les pays développés éliminent les tarifs douaniers et les subventions destinés à protéger leurs secteurs de l'élevage, • Améliorer la collecte, l'analyse et la recherche des données en vue d'évaluer la valeur des biens publics et les coûts externalisés de l'augmentation de la production dans le secteur de l'élevage, • Se servir de l'impôt pour que les prix reflètent les externalités et pour recouvrir les coûts de la fourniture de services publics, dans le domaine de la lutte contre les maladies, par exemple, • Améliorer les infrastructures nécessaires afin que les éleveurs en milieu rural puissent bénéficier d'une diminution des coûts de transport et de transaction, • Redresser la tendance à la baisse de l'investissement public dans la production du secteur de l'élevage et la recherche en zootechnie.
Social	• Amélioration durable des moyens d'existence des éleveurs, y compris des femmes, des paysans sans terre et d'autres groupes défavorisés, • Recul de la pauvreté.	• Marginalisation des petits éleveurs et des zones qui sont éloignés des agglomérations urbaines ou qui n'ont pas accès aux marchés, • Exacerbation des disparités de revenus et de richesses entre les régions, et entre petits et grands producteurs	• Éliminer les subventions et les distorsions créées par les politiques en faveur de la production industrielle, • Octroyer des facilités de crédit aux producteurs pauvres, • Permettre aux petits éleveurs d'avoir accès aux transformateurs de produits alimentaires et aux marchés par le biais de l'agriculture sous contrat ou de coopératives participatives, • Renforcer l'infrastructure institutionnelle chargée des questions de régime foncier, de droits de propriété et d'accords contractuels, • Améliorer l'infrastructure du marché et les systèmes d'information pour aider les petits producteurs à prendre des décisions commerciales en connaissance de cause, • Favoriser l'accès aux technologies, aux biens et aux services nécessaires aux petits producteurs pour répondre aux normes de sécurité sanitaire des produits alimentaires.
 **Environnement**	• Recyclage des éléments nutritifs, • Entretien du paysage et des écosystèmes.	• Déboisement résultant de la croissance de la production extensive dans les zones humides, • Dégradation des sols due au surpâturage, • Contamination des sols et excès d'éléments nutritifs découlant de la production intensive, • Eutrophication des ressources en eau provoquée par les rejets d'effluents, • Émission de gaz toxiques et de gaz à effet de serre, • Perte de la biodiversité.	• Formuler des recommandations et des réglementations nationales et locales relatives aux exploitations d'élevage et aux systèmes de traitement des déjections animales, • Recourir à l'impôt et aux taxes pour corriger les externalisés environnementales, et encourager le recyclage des éléments nutritifs et l'utilisation rationnelle des ressources, • Utiliser les plans d'aménagement du territoire et de zonage des terres afin que les exploitations d'élevage soient installées à une distance de sécurité des zones sensibles (zones d'habitation et ressources en eau) et proches des terres où il est possible de recycler les éléments nutritifs, • Employer la facturation des services environnementaux et autres mesures en vue de favoriser les systèmes sylvopastoraux et de réduire les pressions exercées pour déboiser et changer l'affectation des terres, • Coordonner les réglementations et les mesures d'incitation à l'échelle nationale et internationale afin de prévenir la création d'avantages concurrentiels artificiels et contre-indiqués.
Santé	• Amélioration de la nutrition humaine et diversification du régime alimentaire, • Amélioration de la santé publique animale et vétérinaire, • Réduction des coûts agricoles et augmentation de la productivité, • Renforcement du respect des normes internationales et plus large accès aux marchés internationaux.	• Contamination des aliments et augmentation des risques d'intoxications alimentaires, • Vulnérabilité aux épidémies liées aux maladies animales résultant de la densité d'animaux appartenant à un nombre limité d'espèces, • Accumulation de pesticides et d'antibiotiques dans la chaîne alimentaire, • Traitement préférentiel des grands éleveurs par les services privés de la santé animale.	• Renforcer la coordination des institutions et l'équilibre des services publics et privés chargés de lutter contre les maladies animales à l'échelle locale, nationale et internationale, • Revoir les règlements sanitaires et de zonage pour résoudre les problèmes liés à l'élevage industriel, • Adopter et appliquer des règlements de santé publique vétérinaire afin de faire face aux changements des systèmes de production, • Instituer des organismes de surveillance transparents en vue de préserver la qualité des services privés de la santé animale, • Soutenir la recherche vétérinaire nationale dans l'objectif trouver des solutions locales économiques.

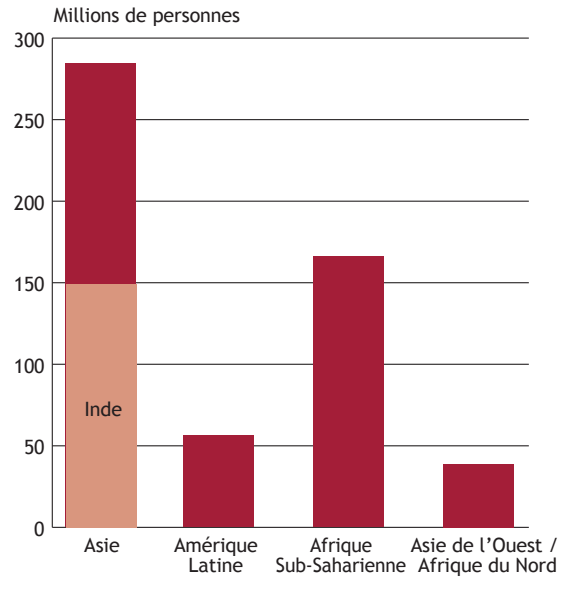
un petit nombre de grands producteurs plutôt qu'avec un grand nombre de petits exploitants.

Ces obstacles peuvent être en grande partie surmontés en soutenant la création d'associations et de coopératives agricoles. Lorsqu'ils bénéficient d'une aide institutionnelle et technique, ces groupements de producteurs peuvent réaliser des économies d'échelle, répondre aux normes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments, et donc concurrencer les élevages industriels. Quand les politiques encouragent l'accès à l'information, à la formation et à la construction d'installations de traitement, les coopératives et l'agriculture sous contrat permettent aux petits exploitants de participer à un marché qui se transforme et croît rapidement. Des dispositions équitables prises dans le cadre de l'agriculture sous contrat peuvent combiner de manière efficace le contrôle de la qualité et de la main d'œuvre avec un accès facilité au crédit, aux intrants, à la transformation et à la distribution des produits pour que les petits producteurs puissent bénéficier des mêmes avantages que les grands transformateurs.

D'autres politiques institutionnelles sont en mesure de répondre à de nombreuses questions qui revêtent une importance capitale pour les petits producteurs. Il peut ainsi être primordial pour nombre d'éleveurs traditionnels de garantir l'accès à la terre ou de réglementer l'accès aux pâturages communautaires. Les politiques qui offrent des crédits, à petite ou moyenne échelle, aux producteurs défavorisés les aident à accroître et à améliorer leur cheptel pour profiter de la poussée de la demande. Il faut assurer l'accès aux services vétérinaires et aux matériaux génétiques améliorés pour que les produits alimentaires d'origine animale répondent aux normes de qualité et de sécurité sanitaire qui sont de plus en plus rigoureuses.

Il est également important de mettre un terme à la réduction du financement public consacré à la recherche agricole. Les recherches financées par le secteur privé sont inévitablement axées sur les besoins et les potentialités du secteur de l'élevage industriel qui est en plein essor. Elles s'intéressent plus particulièrement à l'amélioration des concentrés alimentaires et des espèces fourragères, ou encore à l'utilisation des résidus de récolte dans l'alimentation animale. Il est indispensable de rétablir le financement public pour la recherche et les services de vulgarisation participative afin que les petits producteurs bénéficient des technologies et des connaissances qui leur permettront d'être réellement compétitifs.

6 - Nombres de pauvres pratiquant l'élevage



Source: ILRI

Relever les défis environnementaux

L'élevage traditionnel comporte à la fois des avantages importants et des risques élevés pour l'environnement. Dans de nombreuses régions de parcours semi-arides, il est impossible, en raison du climat et de la fragilité des sols, de cultiver la terre sans en accélérer l'érosion et la dégradation. Un aménagement rationnel des pâturages est l'un des moyens les plus productifs et les plus durables d'utiliser les ressources des zones caractérisées par une fragilité des sols, une raréfaction de l'eau et une pauvreté de la végétation naturelle. Compte tenu de la pression démographique exercée sur les ressources foncières, il est toutefois de plus en plus difficile de privilégier cette option.

Dans les systèmes agricoles mixtes, qu'ils soient mis en œuvre dans une seule unité de production ou en associant des unités intégrant l'agriculture et l'élevage, les animaux sont nourris de résidus de récolte, de fourrage ou de produits provenant de la forêt. La biomasse est ainsi convertie en aliments de qualité, riches en protéines, et les déchets d'origine animale servent d'engrais organique pour recycler les éléments nutritifs, améliorer la fertilité des sols et accroître le rendement des cultures.

L'accroissement du nombre d'animaux qui pâturent sur des terres semi-arides est un facteur de surpâturage et de dégradation des terres. Dans les zones plus humides, le défrichement des terres en vue d'aménager des pâturages a encouragé la déforestation. Comme il a été indiqué précédemment, la hausse de la production résulte avant tout de la croissance rapide de l'élevage industriel. En raison de leur concentration géographique, de leur localisation inadéquate et d'une réglementation laxiste, les grandes exploitations menacent la terre, l'eau, l'air et la biodiversité.

Le cycle des éléments nutritifs qui permet, dans les systèmes agro-pastoraux, de maintenir la fertilité des sols, de les rendre plus productifs, et de nourrir les animaux, est rompu dans l'élevage industriel. Des milliers d'animaux sont élevés hors-sol, nourris de concentrés alimentaires et traités avec des antibiotiques qui stimulent leur croissance. Leurs déchets sont stockés dans de vastes lagunes, loin de champs assez grands pour en absorber et recycler les éléments nutritifs. Les écoulements et les ruissellements se déversent dans les cours d'eau, nuisant gravement à toute vie aquatique. L'émission de gaz toxiques et de gaz à effet de serre contribue aux pluies acides et au réchauffement de la planète (*graphe 7*).

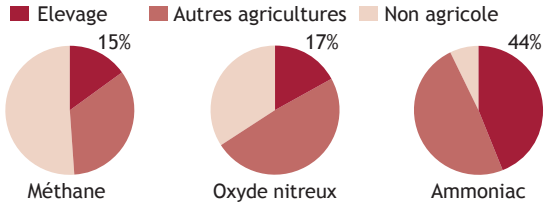
L'essor de l'élevage menace également les ressources génétiques des animaux d'élevage et la biodiversité. L'élevage industriel ne concerne que quelques types d'animaux, notamment les porcs et les volailles, qui s'adaptent plus facilement aux stalles et aux boxes, et qui assimilent mieux les concentrés alimentaires. En conséquence, environ 600 races d'animaux domestiques risquent de disparaître.

Il existe un large éventail de mesures politiques pour prévenir ou atténuer les dommages environnementaux. Les politiques de prix efficaces intègrent les coûts de l'utilisation et de la dégradation des ressources naturelles dans les couts à la production. On peut également se servir des impôts et des redevances pour appuyer les réglementations d'aménagement et de zonage du territoire qui augmenteraient le prix d'installation des exploitations intensives à proximité des agglomérations urbaines et des ressources en eau, mais loin des champs où les déchets d'origine animale peuvent être recyclés comme engrais. On peut encore utiliser la rémunération des services environnementaux pour encourager les éleveurs à adopter des techniques agro-pastorales qui mettent un frein ou un terme à la déforestation et améliorent l'aménagement des bassins versants. Des codes de conduite pour les exploitations d'élevage, appuyés par des mesures incitatives sur les prix et l'accès aux marchés et par des services d'assistance technique, peuvent accompagner une large gamme de mesures

7 - Contribution de l'élevage aux émissions de gaz

L'élevage est responsable pour une large part des émissions de gaz polluant, dont l'Oxyde nitreux, un gaz dont le pouvoir d'effet de serre est 296 fois plus important que le dioxyde de carbone.

Part de l'élevage dans les émissions de gaz liées aux activités humaines.



Source: FAO

visant à contrôler la localisation, la construction et les opérations des exploitations d'élevage à caractère industriel.

Santé publique vétérinaire et humaine

Les maladies animales transmises par les vers parasites, les tiques et les mouches tsé-tsé sont encore endémiques dans de nombreux pays en développement, ce qui limite la productivité dans certaines zones et décourage complètement l'élevage dans d'autres. Les flambées de maladies infectieuses, telles que la peste bovine, la fièvre aphteuse et la peste porcine, peuvent décimer les troupeaux, désorganiser les échanges commerciaux et être gravement préjudiciables aux industries et aux moyens d'existence basés sur l'élevage. Les coûts liés aux épidémies peuvent rapidement dépasser les exploitations et les frontières nationales; la surveillance et les stratégies de lutte contre les maladies restent donc placées sous la responsabilité du secteur public et exigent une meilleure coordination des institutions à l'échelle locale, nationale et internationale.

L'augmentation de la production du secteur de l'élevage a également des conséquences importantes sur la santé publique humaine. Elle peut aider à lutter contre la faim et à diversifier le régime alimentaire dans les régions en développement où l'alimentation manque souvent des protéines, des vitamines et des minéraux essentiels que procurent la viande et les produits laitiers. Elle augmente toutefois les risques de maladies tant humaines qu'animales. La concentration d'animaux et leur transport sur de longues distances renforcent le risque d'émergence et de propagation des maladies. Le contact entre des systèmes intensifs et des petits élevages crée des conditions propices à la persistance des maladies.

La concentration de l'élevage intensif dans les zones urbaines et périurbaines a accru les risques de contamination des aliments, de pollution et de maladies animales qui sont préjudiciables à la santé humaine. Des déchets, contaminés par des agents pathogènes ou de matériaux lourds, s'infiltrent dans les eaux souterraines et menacent la santé des communautés environnantes. Les émissions de gaz provoquent des odeurs nauséabondes et des maladies respiratoires. Les zoonoses, telles que la brucellose, la tuberculose et les maladies parasitaires, si elles ne sont pas décelées et traitées, constituent un grave danger pour la santé humaine.

Les antibiotiques, largement utilisés par l'élevage industriel pour accélérer la croissance des animaux, augmentent le risque de contamination des aliments par des bactéries résistantes aux médicaments et limitent l'efficacité des antibiotiques destinés aux maladies humaines. Près de 70 pour cent de tous les antibiotiques produits aux Etats-Unis chaque année sont destinés au bétail à des fins non thérapeutiques. Une étude réalisée en 1997 montre que plus d'un tiers des infections de salmonelles aux États-Unis proviennent de souches bactériennes qui ont développé une résistance à cinq des antibiotiques les plus utilisés. L'Organisation Mondiale de la Santé a demandé que l'utilisation d'antibiotiques visant à stimuler la croissance des animaux soit interdite.

Afin de répondre aux dangers en matière de santé publique vétérinaire et humaine, des mesures doivent être prises pour élaborer et faire appliquer des normes de sécurité sanitaire des aliments qui ne conduisent pas à l'exclusion des petits producteurs et ne compromettent pas la santé publique. Les réglementations relatives à la santé publique vétérinaire doivent être adaptées pour tenir compte des transformations des systèmes de production. Des organismes de surveillance transparents doivent être institués pour éviter que l'accès aux services vétérinaires et leur qualité ne se dégradent sous l'effet d'une privatisation croissante. Il faut investir pour favoriser l'élaboration de solutions économiques et efficaces par le biais de la recherche vétérinaire au niveau national et régional. Enfin, les stratégies de lutte contre les maladies doivent s'appuyer sur des analyses qui tiennent compte non seulement de l'efficacité médicale mais aussi des conséquences économiques et sociales.

Politiques clés - coordination et participation

Dans de nombreux cas, des politiques efficaces donnent des résultats dans plusieurs domaines à la fois. Ainsi les mesures visant à faire supporter par les exploitations d'élevage une plus grande partie des coûts réels de l'utilisation des ressources (notamment sol et eau) ont une incidence positive à la fois sur la qualité de l'environnement, la justice sociale et la santé publique. Mais les politiques qui ne ciblent qu'un seul domaine sans tenir compte des répercussions sur les autres secteurs sont plus souvent néfastes que bénéfiques.

Les responsables politiques doivent apprendre à peser les avantages et les inconvénients dans de nombreux domaines différents, à faire de compromis et à prendre des décisions difficiles. Ils seront souvent amenés, par exemple, à rechercher un équilibre entre des objectifs à long terme, comme la protection de l'environnement, et des objectifs à court terme, comme l'augmentation de la production et des revenus.

L'intensification et la transformation rapides de l'élevage présentent des dangers et des opportunités pour le développement économique, la lutte contre la pauvreté, l'environnement, et la santé humaine et animale. La formulation et l'exécution de politiques exigent une participation et une coopération actives non seulement des organismes publics qui ont des responsabilités dans tous ces domaines, mais aussi des organisations de producteurs et d'autres parties prenantes à tous les échelons - local, national et international.

Faire face à la "révolution de l'élevage" – l'importance des politiques d'élevage

Au cours des dernières décennies, la production et la consommation de viande et de produits laitiers ont augmenté de manière spectaculaire, en particulier dans certaines régions des pays en développement. Dans les régions en croissance, la production, qui était auparavant assurée par de petites exploitations en milieu rural, est de plus en plus dominée par de grands élevages industriels installés en périphérie des agglomérations urbaines, et les petits producteurs, transformateurs et distributeurs autonomes ont été remplacés par de grands transformateurs qui exercent un contrôle de plus en plus étendu sur toute la "chaîne des produits", depuis la ferme jusqu'au rayon du supermarché.

Il est impératif de prendre d'urgence de nouvelles mesures pour faire face aux conséquences de l'intensification rapide de l'élevage sur le développement économique, la justice sociale, l'environnement et la santé publique. Dans chacun de ces domaines, des politiques efficaces peuvent optimiser les avantages (+) et réduire les coûts (-) liés à l'augmentation des productions animales. On peut ainsi citer:

Économie	+ augmentation de l'emploi et des revenus; baisse des prix ; amélioration de la balance commerciale - coûts environnementaux et sociaux résultant de l'élevage industriel
Société	+ amélioration durable des moyens d'existence des petits producteurs; recul de la pauvreté - marginalisation des petits producteurs dans les zones rurales éloignées
Environnement	+ recyclage des éléments nutritifs; préservation des paysages et des écosystèmes - déforestation; pollution des sols et des eaux due à la production d'excédents d'éléments nutritifs
Santé publique	+ diversification du régime alimentaire; amélioration de la sécurité sanitaire des aliments; amélioration de la santé vétérinaire - augmentation des risques d'intoxications alimentaires; vulnérabilité aux épidémies résultant de maladies animales

Note d'orientation de la FAO sur les politiques d'élevage

Faire face aux dangers et aux opportunités du secteur de l'élevage

La croissance rapide de la production animale a fait naître l'espoir d'une accélération du développement économique, mais aussi suscité la crainte d'inégalités sociales, de dégradations de l'environnement et d'atteintes à la santé publique. Des politiques efficaces et adaptées aux contextes nationaux sont nécessaires pour amplifier les opportunités liées au développement du secteur de l'élevage, tout en limitant les effets indirects indésirables.

Les documents présentés dans le cadre de cette série de Notes d'orientation sur les politiques d'élevage examinent les questions liées à la production animale, exposent des mesures politiques et présentent des exemples d'approches dont les résultats ont été probants.

La série des Notes d'orientation sur les politiques d'élevage a été élaborée par la Sous-division de l'information, de l'analyse sectorielle et des politiques en matière d'élevage (AGAL) qui est rattachée à la Division de la production et de la santé animales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Des informations complémentaires, y compris les versions électroniques des dossiers qui ont été publiés, sont accessibles à: www.fao.org/ag/aga.html

Pour de plus amples informations sur la série des Notes d'orientation sur les politiques d'élevage, contactez:
Henning Steinfeld, Chef, AGAL
FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome 00100, Italie
henning.steinfeld@fao.org

Pour de plus amples informations sur le thème de la présente note, contactez:
Pierre Gerber, Spécialiste des politiques en matière d'élevage
FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Rome 00100, Italie
pierre.gerber@fao.org

**Sous-Division de l'information,
De l'analyse sectorielle et des politiques en matière d'élevage
Division de la production et de la santé animales**